



**Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques
Section du Finistère**

4, Square Marc Sangnier CS92839
29228 BREST CEDEX 2
Téléphone : 02.98.80.59.12 - 06.78.56.61.04

fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr
Site Web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/029/>

Comité Technique Local du 24 juin 2021
Déclaration liminaire

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, Cher(e)s camarades,

Pour **FO**, l'expression « *que le monde d'après ne ressemble pas à celui d'avant COVID* » ne doit pas rester à l'état d'incantation mais bel et bien devenir réalité au niveau social. Pour cela, il est essentiel que le politique reprenne la main sur le marché, au profit de l'intérêt général et du progrès social et **FO** sera particulièrement vigilant pour que le « quoi qu'il en coûte » ne se transforme en « quoi qu'il en coûte » aux salariés en raison d'un retour aux politiques d'austérité et des mécanismes Européens qui en découlent...

Pour **FO**, ces politiques se sont montrées par le passé non seulement inefficaces mais également délétères et plus que jamais, nos priorités sont de faire aboutir nos revendications en termes d'emplois, de salaires, de droits à la retraite, de protection sociale et de défense des services publics.

FO rappelle aujourd'hui sa détermination à défendre un système de retraite par répartition solidaire et intergénérationnel, ainsi que sa volonté de conforter et d'améliorer les dispositions du système actuel et de ses régimes, afin de garantir un haut niveau de pension à toutes et tous.

Depuis toujours, **FO** n'a eu de cesse d'expliquer que le problème des retraites n'est pas le système actuel et ses différents régimes, mais bien celui de l'emploi et des salaires. Les difficultés que rencontrent les salariés sont bien celles de pouvoir accéder à l'emploi, à un véritable emploi à temps plein, alors que beaucoup trop d'entre eux subissent la précarité, les bas salaires, et le temps partiel : autant d'inégalités qui se répercutent au moment de faire valoir leurs droits à la retraite. **Pour FO, la priorité est de donner à toutes et tous un vrai travail avec un vrai salaire !**

Rappelant son opposition au projet de régime universel de retraite par points, **FO** réaffirme sa détermination pour l'abandon définitif de la réforme des retraites et non un simple report après les élections. Nous restons opposés à tout recul de l'âge de départ à la retraite par le biais d'un âge légal ou pivot, ou par l'allongement de la durée d'activité. Nous mettons tout en œuvre pour combattre toutes vellétés de recul social et nous nous tenons prêts à l'action interprofessionnelle commune.

Ce Comité technique aujourd'hui aborde plusieurs points en forme de bilan sur divers sujets importants en lien avec l'activité des services au sein de la DGFIP.

Concernant la campagne IR, nous nous sommes largement exprimés lors des deux précédents CTL notamment pour dénoncer les limites de l'exercice du dispositif d'accueil multi-canal ainsi que celui des renforts inter-services. Nous y reviendrons en séance pour une lecture différente de la vôtre à l'aune de la réalité du terrain faite de services exsangues ainsi que d'agents fatigués et excédés de toujours devoir travailler dans l'urgence... Quant aux remerciements de la Directrice, les agents en ont pris acte, mais force est de constater que ce genre d'attentions ne coûtent pas cher à l'administration... Madame la Présidente, plutôt que des remerciements, les agents attendent bien davantage une véritable reconnaissance de leurs efforts au travers de revalorisations salariales et d'amélioration de leurs carrières !

Cela fait d'ailleurs lien avec le dernier observatoire interne du Ministère que nous évoquerons dans ce Comité technique et qui pointe notamment l'insatisfaction durable et prégnante des personnels au regard de leur reconnaissance professionnelle, de leur avancement et de leur rémunération. Nous reviendrons plus largement en séance sur cette enquête qui pointe certaines problématiques et en occulte d'autres alors qu'elles pèsent pourtant lourdement sur le moral des agents...

Dans le prolongement du bilan de la campagne IR 2021, la Direction Générale n'a pas tardé à tirer ses propres enseignements de la diminution de la fréquentation physique des usagers et dans ce prolongement la Direction locale propose à l'ordre du jour de ce comité technique, une nouvelle baisse de l'amplitude horaire hebdomadaire de l'accueil des usagers. **A F.O.- DGFIP**, nous ne sommes guère surpris que les usagers se soient moins déplacés à nos guichets car à force de leur dire de rester chez eux ils ont fini par respecter peu ou prou la consigne en utilisant les autres canaux de contact, téléphone et messagerie sécurisée. Dans cette optique, la crise sanitaire aura bien servi l'ambition d'une stratégie nationale portée depuis des années par la technostructure dans le cadre du développement de la e-administration.

Concernant le bilan de la formation professionnelle au sein de la DDFIP29, pour l'année 2020, force est de constater que cette mission essentielle de la DGFIP a subi une activité complètement bouleversée en raison de la crise sanitaire. Dans un tel contexte, s'adapter et réinventer de nouvelles méthodes de travail fut un véritable défi à relever pour l'équipe départementale afin de maintenir un haut niveau de formation locale dans un contexte de lancement de nouveaux services et du quasi-arrêt des programmes nationaux de formation continue. Nous reviendrons en séance sur ce bilan départemental 2020 de la formation professionnelle ainsi que sur le plan 2021 soumis au vote.

Pour conclure, nous évoquerons le projet en cours, au sein du SPF de Quimper, visant à prioriser les travaux de publication dans un objectif de réduction des délais et de convergence en amont de la fusion avec le service de Brest.

Si cette problématique des délais de publication reste prégnante et impacte fortement la chaîne foncière, il n'en demeure pas moins que la réorganisation interne du SPF de Quimper envisagée pour être menée dès cet été, ne peut qu'impacter les autres travaux essentiels du service, avec un risque accru de ne plus pouvoir parvenir à les réaliser.

Dans ce contexte nous alertons, à nouveau sur les vives tensions que cette mission de réorganisation ne manque pas de créer à l'heure actuelle au sein d'un service déjà fort fragilisé par son sous-effectif et un déficit en formation pour les nouveaux arrivants à la rentrée 2020.

Dans le prolongement de la revendication exprimée dans la pétition intersyndicale, nous demandons que ce projet de mission dans l'état soit suspendu, en vue de pouvoir mener, après les congés et de manière sereine et constructive, une véritable réflexion concertée avec l'encadrement et les équipes du SPF de Quimper.

Pour **F.O.- DGFIP**, il s'agit bien ainsi de préserver les agents et leurs conditions de travail ainsi qu'un collectif au sein du service que ce projet ne manque pas de mettre davantage en difficulté.

Nous reviendrons dans le détail sur ce dernier sujet, ainsi que sur les autres points présentés pour vote et/ou information à l'ordre du jour de ce Comité technique.